

ANWAR GARGASH

Conseiller diplomatique du président des Émirats arabes unis

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Cher Anwar, c'est avec grand plaisir que je vous retrouve ici après notre premier échange ensemble l'année dernière. Comme discuté lors de la séance précédente avec Khaldoon Al Mubarak, le monde a changé depuis la précédente édition de la World Policy Conference. Je pense que la conversation que nous allons avoir est une suite naturelle de celle avec Khaldoon Al Mubarak, qui s'est concentrée essentiellement sur les dimensions économiques et commerciales, et peut-être que le point de départ pourrait être le suivant : j'ai lu avec beaucoup d'intérêt, comme je vous l'ai dit, un discours que vous avez récemment prononcé à l'Emirates Policy Center ici à Abou Dabi. Vous y avez analysé la politique étrangère de votre pays en formulant huit principes fondamentaux.

Je pourrais passer en revue ces huit principes fondamentaux, mais pour commencer, je voudrais me concentrer sur le tout premier qui est le suivant : « L'objectif principal de notre politique étrangère doit être de promouvoir la prospérité et la sécurité des Émirats arabes unis par une approche qui associe nos valeurs nationales et notre intérêt national ». J'aime beaucoup cette phrase car elle pourrait s'appliquer à n'importe quel pays qui se respecte. Puis-je vous demander d'en dire un peu plus sur vos valeurs nationales et votre intérêt national ?

Anwar Gargash

Tout d'abord, c'est vraiment un plaisir d'être à nouveau parmi vous, Thierry, et de poursuivre notre conversation de l'année dernière. Comme vous l'avez dit, beaucoup de choses ont changé. Alors que je conduisais pour venir à la conférence, je pensais au fait que nous avons cette guerre en Ukraine, ce véritable tremblement de terre pour la politique internationale, qui n'était même pas à l'horizon quand nous nous parlions il y a un peu plus d'un an.

Sans entrer dans les principes que j'ai énoncés, je voudrais dire que nous consolidons vraiment la direction que nous avons commencé à prendre après la guerre au Yémen, et cette consolidation s'exerce vraiment le long de ces deux principes dont vous avez parlé. D'une part, en ne nous limitant pas à la sécurité et la stabilité, mais en nous assurant également que la prospérité est réellement un pilier de même importance. C'est quelque chose que nous avons essayé de faire, et je pense que vous pouvez le voir très clairement dans la conversation précédente que nous avons eue avec Khaldoon Al Mubarak. Nous nous efforçons de faire en sorte que le pilier de la prospérité devienne un pilier d'égale importance à ce qui a toujours été la recherche de stabilité et de sécurité d'un pays du Moyen-Orient.

Cela m'amène directement à la question que vous venez de me poser : quels sont ces principes ? Je vais parler uniquement de la façon dont nous agissons au niveau international. De ce point de vue, notre position sur l'Ukraine est un exemple très clair. Je pense qu'il est très réducteur et très simpliste de prendre un pays comme les Émirats arabes unis et de dire que les Émirats arabes unis sont neutres vis-à-vis de l'Ukraine. Les Émirats arabes unis ne le sont pas. Les Émirats arabes unis sont touchés par la crise en Ukraine et tentent de trouver le juste équilibre entre ses principes et la nécessité d'une solution politique et de la fin de la guerre d'Ukraine. Par conséquent, nos principes, où nous sommes, notre taille, notre région, vous disent en tout premier lieu que l'utilisation de la force dans les conflits internationaux est quelque chose qui nous inquiète beaucoup. Par conséquent, tout recours à la force est quelque chose qui, selon nous, ne fait pas partie intégrante de nos intérêts à long terme, et ceci est un principe majeur.

L'autre question est aussi fondamentalement celle de ce que signifie l'atteinte à la souveraineté d'un État, ce qui est un vrai problème pour nous. De nombreux pays ont changé de frontières pour des raisons historiques. Je ne pense pas qu'il y ait un pays – ou s'il y en a, il s'agirait d'un, deux ou trois – dont les frontières n'ont pas changé au cours des 100 dernières années. Par conséquent, nous pouvons clairement y voir un autre principe qui a une incidence sur notre région et sur notre pays. Cependant, d'un autre côté, nous ne pensons pas que la crise en Ukraine soit une crise qui puisse être résolue par un conflit militaire. Nous devons tirer les leçons, par exemple, de la Première Guerre mondiale et du Traité de Versailles, où un pays est vaincu mais se relève pour essayer de changer l'ordre international. De ce point de vue, l'idée d'essayer de trouver une solution s'impose.

Dans tout conflit, il y a toujours un parti de la paix et un parti de la guerre, que ce soit du côté russe ou du côté occidental et ukrainien, certains pensent : « Donnez-nous simplement quatre mois de plus et nous pouvons changer les choses, donnez-nous encore quelques semaines et nous pourrions changer les choses ». En toute honnêteté, nous avons vécu ce même cycle au Yémen, où sur le terrain nous avons toujours pensé que trois semaines de plus changeraient les choses et nous permettraient de négocier différemment. Et si cela ne se produisait pas ? Tout comme notre vote au Conseil de sécurité de l'ONU, à l'Assemblée générale et au Conseil des droits de l'homme, ce que nous essayons de faire montre très clairement que ce pays n'est pas neutre vis-à-vis de l'Ukraine. Ce pays essaie en fait de trouver un équilibre entre ce qu'il considère comme ses principes et en même temps un moyen de sortir de la crise. Je prends l'exemple de l'Ukraine parce que je pense que c'est très pertinent actuellement.

Thierry de Montbrial

Merci beaucoup. Je dois dire que personnellement, dans ma propre vision du monde, je souscris à 100 % à ce que vous dites. Je voudrais consacrer quelques minutes de plus à cette question, car elle nous concerne tous. Il est difficile d'avoir une approche équilibrée. Par exemple, lors de la discussion que nous avons eue il y a quelques minutes avec le ministre ukrainien Kuleba, il a déclaré clairement, lorsque je l'ai interrogé sur sa vision de la victoire, que la victoire signifie expulser les Russes de tout le territoire ukrainien selon les frontières de 1991. À son avis, il n'y a aucun moyen d'entamer une quelconque négociation avant que cet objectif ne soit atteint. Dans ma dernière question, je lui ai demandé : « Si j'étais le président

Macron, que me diriez-vous ? » Il a répondu : « Monsieur le Président, merci pour ceci et cela, mais s'il vous plaît, ne fournissez pas ... » – et je traduis ce qu'il a dit avec mes propres mots – « ne fournissez aucune issue, aucune issue qui permette à Poutine de sauver la face ». Cette approche est donc totalement incompatible avec ce que nous disons.

Anwar Gargash

Je comprends le point de vue du ministre des Affaires étrangères Kuleba parce que c'est son pays qui est dévasté et le territoire appartenant à l'Ukraine est également occupé. Cependant, je pense aussi que d'où nous sommes, nous avons peut-être une vision plus neutre, pour ainsi dire, des conflits et des crises en général. Je dois également dire que la capacité des Émirats arabes unis à affecter ces effets n'est pas très grande parce que nous sommes un pays de taille moyenne au Moyen-Orient, un pays du Golfe, donc notre capacité à vraiment affecter tout cela est peut-être positive en marge mais pas vraiment au centre du conflit principal. Par ailleurs, je dirais que le monde d'aujourd'hui est beaucoup plus dangereux, beaucoup plus compliqué, et la façon dont nous envisageons la stabilité, entre autres, est de moins en moins sûre à l'avenir. Nous devons centraliser l'idée de diplomatie et l'idée de solutions politiques. Je ne veux pas argumenter chacun de ces points, mais je pense que les conflits sont plus susceptibles de se terminer par un processus politique que par un processus militaire. C'est juste un fait.

Thierry de Montbrial

Maintenant, par rapport à l'année dernière – Khaldoon Al Mubarak a répondu à la question, sa comparaison se concentrant sur les aspects de la mondialisation, c'est-à-dire le commerce, la technologie, etc. – dans le domaine classique de la sécurité, que décririez-vous comme le plus grand danger, la plus grande menace, une sorte d'hypothèse du pire, du point de vue de votre pays ?

Anwar Gargash

Je pense que globalement, on parle vraiment d'engagements à mesure que nous progressons. En fin de compte, nous sommes un pays qui a toujours eu une approche globale occidentale, et plus particulièrement américaine, dans sa vision de la sécurité, non seulement pour les Émirats arabes unis, mais aussi pour la région. Est-ce que cela est garanti pour les 30 prochaines années ? Cette assurance implicite de la sécurité américaine pour la région, depuis la doctrine Carter, va-t-elle se poursuivre et être plus explicite au cours des 30 prochaines années ? Je pense que globalement, c'est l'un des grands défis.

Si nous approfondissons, bien sûr, la nature de la menace change. Je pense que cette région aujourd'hui est davantage préoccupée par des menaces spécifiques. Nous n'allons pas voir une menace, une menace homérique, comme l'invasion du Koweït, par exemple. Je ne vois pas cela comme le type de scénarios qui se produiront. Je vois plus de préoccupations concernant quatre ou cinq menaces plus spécifiques. Le terrorisme demeure une menace réelle. Nous gardons les yeux ouverts sur l'Afghanistan et d'autres endroits, y compris sur le Yémen, car cela reste une menace majeure. À mon avis, le cyberspace devient aussi de plus en plus une menace parce que l'on peut voir que nos sociétés se modernisent. Tout en

nous facilitant la vie, notre dépendance à tous ces systèmes nous rend également plus vulnérables.

Le troisième problème est celui des drones et des missiles. L'Arabie saoudite a été la cible de plus de 1 000 missiles et drones. Ceux-ci sont pour la plupart d'origine iranienne utilisés par les Houthis. Cependant, malheureusement, cette question n'avait pas vraiment été propulsée au rang de problème majeur tant que ces armes, telles que les drones, n'avaient pas pénétré sur le théâtre ukrainien. Puis, soudain, le monde a redécouvert ce problème, alors que nous l'avons vu comme une menace majeure à d'autres moments.

Ensuite, nous pouvons continuer avec la sécurité des voies maritimes, que ce soit pour l'énergie ou que ce soit pour le commerce et les échanges. En avançant dans le temps, les engagements de nos alliés stratégiques traditionnels seront-ils toujours là ?

Thierry de Montbrial

Y compris des États-Unis, comme nous en avons discuté récemment ici ?

Anwar Gargash

Oui, surtout des États-Unis. Seront-ils là ? Est-ce qu'ils seront explicites ? Parce que je pense que c'est important. S'ils sont là et qu'ils sont explicites, alors c'est une pierre angulaire majeure pour les 30 prochaines années, mais s'ils ne sont pas là et qu'ils ne sont pas explicites, alors beaucoup de pays de la région devront s'adapter.

Mon dernier point à ce sujet est que tout cela montre également qu'alors que nous entrons dans cette zone plus dangereuse et plus imprévisible, il y a beaucoup plus de place pour la diplomatie et la diplomatie régionale en particulier, étant entendu que je pourrais ne pas aimer ce que le régime iranien fait dans certains domaines dans la région, mais je dois lui parler. Je dois essayer de m'assurer que le canal de communication est ouvert. Je dois m'en assurer ; bien qu'il y ait des choses que je n'aime pas, je veux que le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures soit inscrit, parce que c'est quelque chose dont je vais également bénéficier. Par conséquent, à mon avis, il y a beaucoup de choses que nous devons faire à l'échelle régionale à mesure que nous progressons. Je dis toujours que ce n'est pas être naïf. C'est juste la réalité, et nous devons nous améliorer.

Thierry de Montbrial

L'un des développements de l'année dernière est l'échec du sauvetage du PAGC, l'accord sur le nucléaire iranien. À l'origine, malheureusement, M. Trump en est en grande partie responsable, mais c'est la réalité aujourd'hui. Comment évaluez-vous les conséquences si l'Iran devient, comme probable, une puissance nucléaire dans un avenir relativement proche ?

Anwar Gargash

Vous devez également examiner notre position sur le PAGC, et par « notre », je veux dire non seulement des Émirats arabes unis, mais je pense collectivement à l'Arabie saoudite et à d'autres États du Golfe. Nous étions très opposés à un PAGC qui ne prendrait pas en compte

l'activité régionale iranienne et le programme de missiles iraniens à l'époque. Je ne pense pas que le mot « drone » se trouvait dans la conversation. Avec la sorte de renouveau engendré par la signature par Obama du PAGC et tout le drame qui a suivi pendant les administrations Trump et Biden, nous avons délaissé cette position pour une position de résignation. Je veux dire par là que c'est quelque chose qui a déjà été décidé. Nous ne pouvons vraiment pas faire grand-chose pour changer l'équilibre, l'accord, un accord ressuscité.

Je pense que nous avons une situation différente aujourd'hui, une situation où nous voyons que le PAGC est très vraisemblablement peu probable. Il y a encore une petite fenêtre d'opportunités, mais les revendications iraniennes, d'une part pour des développements futurs en interne, et d'autre part pour un vrai durcissement de l'opinion publique occidentale sur la façon dont ils voient le PAGC, même au sein de l'Europe, rendent selon moi tout cela beaucoup plus difficile. Tandis que cela devient plus difficile, craignons-nous une éruption ? Oui, nous la craignons. Cependant, je pense que nous sommes également plus préoccupés par le type de production massive de missiles bon marché et de drones bon marché dans toute la région, et je pense que la région a finalement besoin d'une forme de diplomatie. Encore une fois, la diplomatie est vraiment la solution pour essayer de contrôler les pays, et pas seulement les pays, mais aussi les organisations non gouvernementales et les milices, etc., qui sont en fait propriétaires de missiles et de drones bon marché.

Je ne sais pas où nous allons en ce moment. Je sais que très probablement le PAGC tel qu'il est ne se fera pas, nous devons donc attendre et voir ce qui se passe. Cependant, c'est l'occasion pour nous tous de vraiment revoir l'ensemble du concept. Je dis toujours que l'utilisation du format cinq plus un est une chose positive car vous vous assurez alors que, quel que soit le concept que vous avez, une force et une légitimité internationales le soutiendront. À mon avis, nous devons donc actuellement attendre et voir où nous allons. Nous devons vraiment revoir tout le concept d'intervention régionale, tout le concept de règles d'engagement, à mesure que nous avançons, non seulement à propos de l'Iran, mais aussi de toute la région, parce que nous devons également encourager l'Iran en même temps.

Nous devons nous tourner vers l'Iran, et nous savons qu'une grande partie de l'agitation actuelle en Iran est liée à des préoccupations économiques. De ce point de vue, l'Iran doit être inclus à un moment donné dans cette sorte de pilier de stabilité et de prospérité. Nous devons l'encourager. Nous ne pouvons pas critiquer son activité néfaste, mais nous devons essayer de l'impliquer d'une façon ou d'une autre. Je ne vois pas cela se produire immédiatement, mais au fur et à mesure que nous discutons et que nous parlons, et que la région comprend de plus en plus qu'elle doit être plus responsable de sa stabilité, c'est quelque chose qui est inévitable.

Thierry de Montbrial

L'année dernière, vous avez exprimé très élégamment, comme toujours, le souhait que l'Union européenne soit plus unie en matière de politique étrangère. Diriez-vous qu'à cet égard les choses se sont améliorées ou détériorées depuis l'année dernière ?

Anwar Gargash

Le langage que nous entendons aujourd'hui au sujet de l'engagement avec le Golfe est assez positif, mais nous devons attendre les actions. Ce langage est également en partie motivé par l'intérêt personnel, pour essayer de trouver de nouveaux fournisseurs de gaz, de nouveaux fournisseurs de pétrole. Toute cette politique européenne d'engagement avec la Russie s'est effondrée et par conséquent, c'est quelque chose qui prendra beaucoup de temps à réparer. C'est bien que de nombreux pays européens donnent la priorité à leurs intérêts dans notre région, qu'ils se tournent vers notre région. Nous y voyons de bons signes, mais il faut que ce soit stratégique. Ce ne peut pas être transactionnel.

Thierry de Montbrial

C'est pourquoi je mentionne votre élégance parce que vous ne diriez pas ce que je dis, c'est-à-dire que les Européens n'ont pas de stratégie.

Anwar Gargash

Eh bien, vous l'avez dit.

Thierry de Montbrial

J'en prends la responsabilité.

Anwar Gargash

Vous l'avez dit et je l'ai entendu. Cependant, ce que nous entendons, surtout de la part des Allemands et d'autres, au sujet du réengagement avec le Golfe, est encourageant. Cependant, je préviens que cela ne devrait pas être transactionnel. Il y a d'énormes intérêts entre nous et l'Europe, et il y a toujours eu ce décalage entre certaines politiques nationales. Les Français sont un bon exemple de liens avec la région qu'ils associent à d'autres politiques chargées de bagages moralisateurs et chargées d'autres intérêts. Si vous voulez vraiment des résultats, la politique doit être plus proche de l'orientation réaliste de Hans Morgenthau.

Thierry de Montbrial

Comme vous le savez, je suis heureux de dire qu'une fois de plus, je suis à 100 % d'accord avec vous. Je pense que la politique implique d'être réaliste à court terme mais avec une vision idéaliste à plus long terme.

Anwar Gargash

Bien sûr.

Thierry de Montbrial

Ce n'est pas ce que nous faisons. Je pense qu'il faut souligner l'importance pour l'Europe du monde arabe, des pays du Golfe et, dans une large mesure, des pays africains. Nous devons répéter sans cesse que ces pays doivent être une préoccupation majeure pour l'Union européenne. Je pense que vous ne seriez pas en désaccord avec cela.

Anwar Gargash

Je suis entièrement d'accord. Cependant, comme je l'ai dit, nous devons voir les actions, nous devons voir une sorte de réalignement et nous devons voir plus de contacts. Cependant, je pense qu'en même temps, cela doit être à long terme. Ce doit être stratégique. Je dis toujours que nous aurons toujours de bonnes relations avec l'Europe. Mais la différence c'est une relation qui est juste bonne ou une relation qui est stratégique. C'est vraiment là la grande différence.

Thierry de Montbrial

Khaldoon Al Mubarak a parlé de patience et de rapidité d'exécution. Ce qui manque, c'est cette rapidité d'exécution.

Anwar Gargash

D'exécution, oui.

Thierry de Montbrial

Pouvons-nous revenir aux Émirats arabes unis pour les dernières minutes ? Vous avez mentionné la diplomatie à plusieurs reprises. Il existe un institut de diplomatie très distingué ici aux Émirats arabes unis et l'émir a donné votre propre nom à cet institut, l'Institut de diplomatie Anwar Gargash, pour les services que vous avez rendus à votre pays pendant de nombreuses années. L'un des mystères des Émirats arabes unis est qu'il s'agit bien d'une nation – je pense qu'il est très difficile de ne pas considérer les Émirats arabes unis comme une nation – mais avec une très petite minorité de la population étant des autochtones. Cela semble fonctionner, et cela fonctionne d'une manière remarquable. Cependant, à propos de diplomatie, vous avez besoin d'une armée de diplomates, si je puis dire, pour atteindre vos objectifs, c'est-à-dire être diplomatiquement actifs presque partout parce que vous avez besoin d'un service diplomatique très fort. Pouvez-vous nous dire en quelques mots comment, année après année, vous arrivez à atteindre cet objectif ?

Anwar Gargash

La première partie de mes remarques concerne les Émirats arabes unis. Dans de nombreux écrits sur le Golfe, les Émirats arabes unis sont un exemple classique de ce que l'on appelle le déséquilibre démographique, qui consiste à voir la présence étrangère dans de nombreux pays du Golfe comme une menace. Nous avons fait volte-face il y a quelques années et nous avons commencé à y voir un élément positif pour les Émirats arabes unis. Si vous lisez beaucoup d'écrits sur les différentes nationalités du Golfe – cela ne s'applique pas seulement aux Émirats Arabes Unis, mais à tous les pays du Golfe – ces dernières années, nous sommes arrivés à cette conclusion : « Pour le reste de notre vie, la composition de ces pays, des Émirats Arabes Unis, inclura en fait cette énorme diversité, alors pourquoi devrions-nous considérer ces populations comme temporaires et transitoires ? Nous devons les considérer comme quelque chose de positif et qui enrichira notre société, pour ainsi dire comme un vivier de talents ». Cela a changé notre façon de voir les choses.

En ce qui concerne le deuxième élément, je regardais les chiffres sur la naturalisation des personnes qui vivent aux Émirats arabes unis, et notre taux est meilleur que celui de la Finlande, par exemple. Au cours des 40, 50 dernières années, beaucoup de gens que vous considérez comme des Émiratis sont des gens qui sont devenus Émiratis par naturalisation. Nous ne faisons pas beaucoup de publicité là-dessus, mais, si vous regardez de près, notre taux est aussi bon que celui des pays scandinaves.

Cela nous ramène à la manière dont vous prenez vos ressources humaines limitées et vous essayez de les placer dans un rayonnement diplomatique plus large et ambitieux. À mon avis, on ne peut pas tout faire, alors nous avons deux ou trois choses à faire. Premièrement, nous devons gérer notre environnement. Notre environnement, c'est le Golfe, le Moyen-Orient, le monde arabe, et notre environnement est vraiment turbulent et problématique. Nous ne nous attendons pas vraiment à tirer grand profit de notre environnement en termes, par exemple, de retombées économiques, mais il faut le gérer. Si vous regardez bien, le premier objectif est de s'engager dans la région plutôt en termes de gestion. Mais nous connaissons aussi de bonnes réussites ici. Il est prévu d'investir en Turquie. Il y a déjà des projets de coopération avec Israël, la Jordanie, l'Égypte, etc. Ce sont des choses plutôt positives.

Ensuite, en deuxième lieu, il faut gérer vos partenaires traditionnels – les pays qui font partie de l'UE, les États-Unis, les pays émergents d'Asie, la Chine et l'Inde – donc encore une fois, essayer de comprendre davantage et de gérer davantage est un autre domaine que nous devons examiner. Il existe une série de pays que nous considérons comme importants et dans lesquels nous devons faire des efforts. Par-là, je veux dire des pays comme le Brésil et l'Indonésie. Nous faisons traditionnellement beaucoup d'affaires avec le Brésil, mais nous ne sommes pas nécessairement totalement engagés avec eux ou nous ne les comprenons pas très bien, mais nous devons les comprendre davantage parce que ce sont des partenaires importants pour nous, entre autres dans le commerce. Par exemple, ce que nous faisons depuis peu avec l'Indonésie est extrêmement important. Notre commerce avec l'Indonésie est très limité. Il s'agit d'environ 2,6 milliards de dollars, à comparer, par exemple, à nos échanges avec l'Inde, qui atteignent le plafond de 70 milliards de dollars. Notre idée est que nous devons investir plus de temps et d'efforts dans un pays comme l'Indonésie pour essayer de quadrupler ce portefeuille d'investissement et de commerce. Si vous considérez que le monde comprend plus de 190 pays, nous sommes très dispersés, mais si nous regardons la partie du monde où nous devons faire plus d'efforts, c'est un peu plus gérable.

Thierry de Montbrial

Et maintenant la dernière question. Demain soir, nous recevons le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Faisal bin Farhan Al Saud. Que me conseillez-vous que je lui demande ?

Anwar Gargash

Je ne pense pas que vous ayez besoin de conseils, mais je pense que la première chose est un mot sur ce qui se passe en Arabie saoudite. Ce qui se passe en Arabie saoudite est phénoménal en termes de changement sociétal et économique, et c'est quelque chose de positif pour toute la région. C'est un processus et un processus apportera ses propres défis, mais stratégiquement c'est extrêmement positif. D'un autre côté, je vois notre relation avec

l'Arabie saoudite comme complémentaire, où un plus grand gâteau régional en termes d'économie et d'investissement est quelque chose dont tout le monde bénéficiera. Par conséquent, à mesure que vous voyez de plus en plus de sites touristiques, à mesure que vous voyez plus d'industries, à mesure que vous voyez plus d'entreprises, tout ce gâteau dans le Golfe s'agrandit. Il est significatif, par exemple, que les Émirats arabes unis, qui sont un pays de moins de 10 millions d'habitants, vont atteindre, pour la première fois, 500 milliards de dollars de PIB cette année. C'est plutôt important pour un pays de cette taille. Comment arrive-t-on à cela ? Il s'agit en partie d'un environnement plus vivant, et en partie d'un environnement plus dynamique. Ce qui se passe en Arabie saoudite est clairement plus vivant et dynamique. Ce seront mes commentaires et vous pourrez ensuite les utiliser comme vous le souhaitez.

Thierry de Montbrial

Merci beaucoup. Je resterai discret et je ne lui dirai pas que je vous ai demandé votre avis, mais merci beaucoup pour votre réponse.

Anwar Gargash

Merci.

Thierry de Montbrial

Malheureusement, ces conversations sont toujours trop courtes, donc le temps est écoulé, mais je ne veux pas clore cette séance sans vous remercier à nouveau du fond du cœur car la WPC ne se serait jamais réunie ici à Abou Dabi sans vous.

Anwar Gargash

En réalité, sans notre collaboration. Merci.

Thierry de Montbrial

Sans nos relations. Encore merci beaucoup.

Anwar Gargash

Merci.

Thierry de Montbrial

Je propose que nous applaudissions, le Dr Gargash.

Anwar Gargash

Merci.